Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/cooperation-et-solidarites-en-Amerique-Latine

Compte-rendu détaillé des 6emes rencontres internationalistes de Vénissieux

coopération et solidarités en Amérique Latine

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2013 -

Date de mise en ligne : dimanche 26 janvier 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Laurent Brun :

Voilà les différents points de vue ont été abordé sur la question de la manière dont va gérer la crise, gérer la crise à la fois localement dans les pays au plus près la population et y compris dans les relations internationales puisqu'il a été fait référence aux questions de l'indépendance, aux questions de solidarité, de construction collective, d'affranchissement de l'argent en quelques sorte.

Questions :

- J'aurais voulu savoir un petit peu plus concrètement en fait, en quoi consiste l'Alba et comment c'est organisé entre les pays de manière plus concrète. Si vous pouvez nous renseigner sur le fonctionnement, je ne sais pas comment les choses sont organisées entre les pays, des choses comme ça ?

- Quelle solidarité vous attendez de nous, de nos gouvernants, peut-être de nos élus locaux peut-être, des organisations populaires qui prétendent faire de la solidarité avec l'Alba et les pays de l'Amérique latine ?

- J'aurais une question par rapport à l'environnement et l'écologie. Je sais que la Bolivie est en pointe ces questions d'environnement, d'écologie, de développement durable. Et L'Équateur, la république d'Équateur avait demandé récemment un système de compensation pour éviter la déforestation de son pays, au monde, et donc cela n'a pas pu avoir lieu, et ils n'ont pas répondu positivement à cette proposition de l'Équateur. Donc je voudrais savoir au niveau de l'Alba où ça en est sur la question du réchauffement climatique de la planète sur les questions de l'environnement et d'écologie. Je sais que la Bolivie sur cette question est en pointe, mais au niveau de l'Alba je voulais sans s'il y a plus de précisions, si les choses avancent ou malheureusement reculent ? Voilà c'est ma question.

- Concernant l'action qu'a eue le président Evo Morales avec son vol sur l'Europe, il y a le représentant d'Espagne en Autriche, donc le ministre M. Jaroi, qui lui a demandé de pouvoir visiter l'avion pour vérifier si M. Snowden, le dissident de la CIA, était dedans. Et on a une attitude très digne, la président Evo Morales lui a dit non, vous ne rentrez pas dans mon avion. Je voudrais savoir ou en est le conflit diplomatique avec l'Espagne, par rapport à ça, merci.

- Vous avez fait état, si j'ai bien compris, de pays non latino-américains qui seraient observateurs de l'Alba. Est-ce que vous envisageriez de proposer cette coopération sur les indices de développement humain à d'autres pays dans le monde, y compris, éventuellement, à des pays développés qui souhaiteraient sortir des systèmes néolibéraux ?

- Ma question s'adresse à Monsieur l'ambassadeur du Venezuela. Donc à ce que j'ai cru comprendre, il y a eu l'été dernier, en septembre, un certain nombre de grèves dans les entreprises publiques vénézuéliennes, des entreprises nationalisées, de mémoire, je pense à une entreprise, si je me trompe pas, dont le nom était lacteos Los Andes, de grèves menées par des travailleurs qui en fait, accusaient la direction de pratiquer le sabotage et en fait d'être déguisé en rouge mais d'être là pour saboter le fonctionnement de l'entreprise publique vénézuélienne. J'aimerais savoir si finalement ces choses-là sont avérées et où ça en est, quelles mesures ont été prises, d'une part et puis j'en profite aussi pour, puisqu'il est question d'un pays avec l'Amérique latine pour mentionner que là récemment, en dehors de l'Amérique latine il s'agit de l'Iran, on sait qu'il y ait eu dans les années 50 un gouvernement nationalistes qui a été renversé, on soupçonnait la CIA. C'était un secret de polichinelle, mais des documents récemment identifiés, en août 2013 sont clairs et précis, il y a eu une intervention de la CIA sur demande des services secrets

Copyright © Le Vénissian

britanniques. Donc, ça a été un coup des Américains et les Britanniques main dans la main. Voilà.

Donc, je rejoins petit peu la question précédente c'est quel est le rôle des syndicats dans la modification des pouvoirs et les transformations qui ont été opérées, dans les changements d'origine politique et dans l'accession au pouvoir de Morales et Chavez ?

Je pense qu'il faut peut-être proposer à nos amis de commencer à répondre

Jean Paul Guevara Avila (ambassadeur de Bolivie)

Merci pour toutes les questions. Je vais commencer par parler sur le vivre bien. Parce que quelqu'un qui a demandé sur la question sur les problèmes d'écologie et la personne qui a parlé de comment on va organiser la paix et aussi comment est-ce que l'on va sortir du néolibéralisme. Je voudrais commencer pour cela sur le concept de vivre bien parce que c'est une autre proposition de la Bolivie en ce moment et c'est très important parce que ce n'est pas le développement durable si je peux dire parce que on ne cherche pas le développement. Le vivre bien c'est l'état plurinational que nous sommes en train de construire.

L'État plurinational de la Bolivie c'est la négation de l'État nation parce que l'on croit que l'État nation c'est une fiction qui a cherché à forcer, à terminer avec toute la différence et la diversité et nous croyons que la diversité c'est la vie. C'est aussi, le vivre bien c'est aussi comme notre drapeau. C'est un autre drapeau de la Bolivie. Ce drapeau c'est un système de pensée parce que c'est les codes Wiphala que nous appelons. Parce que ce drapeau, c'est le wiphala. Et le code wiphala, c'est pour comprendre que l'on peut vivre ensemble mais chacun avec ses propres couleurs dans toute la diversité et du même état.

Nous sommes tous pas égal tous différents mais nous sommes dans le même état. On a le même respect pour chacun, fleurs hommes animales et végétales et tout. Parce que la vie c'est partout. Donc le vivre bien, ce n'est pas le mot parce qu'on croit que nous sommes devenus des sociétés fondées sur la croissance. On a des indicateurs comme le PIB qui sont devenus les fétiches de tous les journaux. On va voir comment est la santé de notre société et de notre économie dans le PIB chaque jour. Le PIB c'est uniquement la représentation de la croissance. Comme ce qui se passe en ce moment en Europe en ce moment, le PIB ne va pas augmenter beaucoup, ou peut-être pas et toute l'économie est malade, toutes les sociétés se sentent mal. Parce que c'est le fétiche et ça c'est un autre mal de notre vie.

Mais le problème c'est que nous construisons une société une économie dans une logique de croissance de la population. le consumérisme c'est ce qui permet de se positionner dans la société. Ce qui va donner la place de chacun de chaque personne. Ça c'est un grand problème. À tout le monde ont dit que la société est actrice de la croissance, c'est de répéter les mêmes recettes. Mais pour la question d'écologie et pour l'avenir de tous les êtres humains nous devrons favoriser les mesures d'austérité. Mais pas l'austérité sur les salaires, non l'austérité sur les licenciements, mais celle de la consommation, la consommation du luxe, sur le gaspillage.

Nous ne pouvons continuer à consommer la même quantité d'énergie, par exemple, sans arriver à une catastrophe. C'est pour cela en Bolivie, nous avons des institutions traditionnelles issues des cultures indigènes qui vont contre les codes de l'économie consumériste des marchés. Cela signifie chercher des moyens pour éviter l'accumulation du bien de pouvoir individuel ou collectif. Sur le plan économique, on a un ensemble de manifestations sociales qui accompagnent le processus productif : les semis, les récoltes, les constructions des logements les productions des usines. Ces groupes constituent un mécanisme de

redistribution puisque ce sont les personnes qui ont le plus de ressources qui financent le tout.

Sur l'état politique aussi parce que la population ce n'est pas uniquement de l'argent c'est l'accumulation de pouvoir politique, sur le plan politique les même communautés accomplissent tous un service social qui les place dans un rôle d'autorité non permanents, selon une rotation annuelle. Et pendant ce temps la personne désaccumule puisque le rôle de représentation de l'autorité lui prend la majorité de son temps, et empêche de travailler.

Et en milieu urbain, le même mécanisme se fait dans les associations de quartiers, le comité de surveillance pour éviter l'accumulation des pouvoirs politiques. En Bolivie nous expérimentons dans notre nouvelle État plurinational la démocratie participative et la démocratie directe. Actuellement, nous votons pour élire non seulement les députés et sénateurs et aussi des rôles d'État judiciaire, la cour suprême de justice la cour constitutionnelle le conseil de la magistrature et les assemblées régionales locales et communautaires.

Quant à la représentation des candidats les autorités élues, ils doivent respecter les principes parité et l'alternance pour l'égalité aujourd'hui. Nous sommes dans la société, les hommes et les femmes, c'est pour ça qu'il y a besoin de la participation, de la parité et l'alternance. Les élus ne peuvent cumuler des fonctions et les mandats. Un député doit démissionner de son siège pour être ministre. Cela s'est déjà passé. Dans le cabinet du président Morales, les résultats des élections étaient 50 % à 50 % femmes et hommes.

La démocratie directe s'applique dans les décisions de toutes les communautés indiennes. C'est comme ça que nous avons commencé à construire notre État plurinational et construit aussi la mission du vivre bien.

Il y a quelqu'un qui demande quelle solidarité nous sentons de l'organisation populaire français, je crois que la meilleure solidarité serait la construction de votre propre révolution et ça c'est votre décision votre travail, c'est ce que je voulais dire. Merci.

Hector Michel Mujica (ambassadeur du Vénézuela)

Ce que nous attendons du gouvernement de la France, c'est d'avoir les meilleures relations diplomatiques sur tous les plans, le respect entre les deux pays. Et je crois que ça, c'est le travail que je dois faire ici, c'est de contacter le gouvernement français bien sûr, les universités et la société organisée. Et je crois que les mouvements solidaires doivent être plus solidaires que jamais.

À propos de l'Alba, c'était une initiative de Cuba et du Venezuela, exactement de Fidel et de Hugo Chavez. L'Alba c'était aussi un traité de commerce juste, créé en 2004.

C'est une alliance internationale basée sur l'inclusion, la coopération la solidarité la réciprocité. Cette alliance a commencé avec huit pays membres et qui progressivement va s'élargir et c'est très important. Cela veut dire qu'il y a un rapport très étroit entre Pétrocarib, créé en 2005, qui permet à 18 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, soit 90 millions de personnes, d'acquérir du pétrole subventionné à la hauteur de 40 à 60 % afin d'assurer leur sécurité énergétique. C'est une initiative de Hugo Chavez. C'est très important.

C'est vrai ce que vient de dire l'ambassadeur de Bolivie ici, le PIB c'est un facteur mais ce n'est pas le seul. Si bien qu'au Venezuela au moment de l'arrivée au pouvoir de Chavez le revenu par tête en 1999 c'était 4100 $ au lieu d'aujourd'hui en 2011, c'était 10 810 $, et je crois que cette année en 2012 est à presque 12 000 $.

Le plus important était que si l'on voit ça, on voit que le taux de pauvreté se réduit au Venezuela de 42,8 % et en 2011 à 26,5%, et en 1999 était de 42,8 c'était l'une des plus de la politique néolibérale, et l'année 2011 c'était de 26,5 %. Et le taux de pauvreté extrême se réduit de 16,6 % à 7 %.

Et aussi les inégalités, vous connaissez bien les coefficients de Gini, cela veut dire qu'on est plus proche de zéro, cela veut dire que c'est un pays moins inégal, plus égalitaire et les coefficients de Gini était passé au Venezuela de 0,46 % en 1999, en 2011 à 0,39 %. Cela veut dire que le Venezuela c'est le pays plus égalitaire avec toutes les inégalités qui continuent encore.

N'oublions pas que le Venezuela a fait un processus révolutionnaire en démocratie et on a passé 16 élections Venezuela et même au moment de 2007, Chavez et le peuple vénézuélien a posé la question de la réforme de la constitution. La différence était entre les oui et les non à la réforme constitution, était de 0,7 %. Chavez a reconnu tout de suite notre défaite. C'est la différence avec le mouvement de l'opposition qui toujours crie « fraude ». Mais quand ils ont des représentants au sein du conseil national électoral, ils signent tous les actes en disant que tout est en règle mais quand ils sortent, ils parlent à la population qui favorise, et si on peut dire un mot utilisé au XIXe siècle la contre-réforme ou la restauration monarchique et on dit toujours qu'il y a eu de la fraude. Mais jamais une preuve et même il y a la reconnaissance de tous les organismes internationaux et même le Parlement européen, l'Union Européenne, la fondation Jimmy carter etc. que cette élection était claire et nette de résultats.

Il y a un problème très important, merci pour la question posée sur le groupe lacteos Los Andes, le sabotage économique continu tous les jours je suis en train de le dire, on dit aussi « accaparemento ? accaparemo » « Dénonce la population d'accaparement de spéculations ». La ministre de la communication a parlé à propos du gouvernement qui essaye de combattre la spéculation. On a trouvé par ici une autre nouvelle 300 t de lait en poudre accaparés dans un supermarché. On a remarqué les prix dans 130 établissements commerciaux et ça passe tous les jours. C'est un combat de tous les jours, c'est un combat pas seulement du gouvernement, sinon du peuple organisé.

Et pour nous, le plus important c'est d'écouter les gens, de prendre des mesures. Et le peuple organisé doit

aussi combattre. Je me souviens d'un ami qui m'a dit : il faut aussi dans les quartiers trouver des gens capables, honnêtes, engagés pour dénoncer l'accaparement. Parce que l'accaparement touche de près la vie quotidienne de la population, s'il n'y a pas de lait en poudre comment on va faire, s'il n'y a pas de café qu'est-ce que l'on va faire, s'il n'y a pas de farine de maïs, nous sommes mangeurs de Repaz, nous mangeons la culture du maïs dans toute l'Amérique latine, depuis le Canada jusqu'à l'Argentine, nous sommes mangeurs de maïs, c'est pourquoi pour nous, le maïs, la culture du maïs, c'est très important, nous en mangeons au Venezuela tous les jours même les Colombiens des plaines mangent tous les jours du Repaz. Un jour j'espère vous inviter à manger Repaz.

Mais c'est comme ça, qu'est-ce que va faire la France, un jour, si on commence à s'accaparer le lait pour faire le bon fromage de chèvre, de brebis et de vaches ? Les Français vont devenir furieux. Un jour j'ai lu que la France, Charles De Gaulle a dit un jour que la France est un pays très difficile à gouverner parce que l'on a combien de sorte de fromage que produit la France, je vous pose la question, 200, 300, combien ? Un pays qui est capable, une population qui produit 300 sortes de fromage, c'est un pays difficile à gouverner. Je crois que Charles De Gaulle avait raison.

C'est la même chose chez nous mais le plus important c'est avoir confiance dans le peuple, l'écouter. Il y a aussi des grèves, toujours, les grèves sont permises, et aussi des dirigeants des entreprises nationalisées qui gèrent de façon autocratique, cela se passe dans n'importe quel système politique, il faut les combattre. Je crois que pour nous c'est une lutte difficile, je crois que nous allons sortir vite de cette crise.

La tâche du président Maduro, c'est une tâche très difficile parce que, il le sait très bien, il doit travailler en équipe, et il doit écouter les gens, il a fait un très bon travail dans des conditions très difficiles parce que l'opposition est intervenue contre. Avec le monde, c'est le moment où le fruit est mûr, on fait tomber ce fruit, et le fruit mûr, c'est Maduro, le gouvernement vénézuélien.

C'est pour cela que nous avons la meilleure solidarité, de meilleure qualité que jamais mais il s'est passé la même histoire avec le président Chavez. Chavez, ce n'était pas un homme cultivé selon eux, ce n'est pas un homme qui n'a rien à voir selon eux, il est un lâche parce qu'il nous a pas réprimés au moment du sabotage pétrolier. Il n'a pas créé l'État d'urgence après le coup d'Etat du 11 avril, jamais, il a reconnu la sentence de la cour suprême de justice du tribunal, qui disait que tous les généraux putschistes devaient être libérés, par ceux qui était contrôlée par l'opposition, ils devaient être libérés et qu'ils étaient tous des anges.

On a fait l'effort et Chavez leur dire c'est bien, ok, on continue la lutte. Le Venezuela n'a rien à voir sous la Ve République, avec le Venezuela de la IVe République. Le Venezuela de Chavez, c'est le Venezuela du débat, de la participation, de la discussion, de la mobilisation et de la liberté et pour nous c'est très important. Merci.

Copyright © Le Vénissian

- Merci de ces éléments. Peut-être une petite intervention sur les relations qui peuvent exister entre l'Alba et l'UE ? Est-ce qu'aujourd'hui il y a des discussions avec l'UE ? Non il n'y a rien du tout, il n'y a aucun intérêt de l'UE pour ce qui se passe en Amérique latine.

Jean Paul Guevara Avila

> Je pense qu'il n'y a pas intérêt. La dernière fois que l'on a essayé d'avoir un accord, c'est les pays indiens, Équateur, Colombie, Pérou et Bolivie, c'est l'UE qui a poussé un accord commercial de libre commerce, c'est pour ça que la Bolivie et l'Équateur sont sortis de l'accord. C'est uniquement pour parler du libre commerce dans ce sujet on a rien à voir ou à parler.

Si je peux faire un commentaire, on parle de rapprochement entre l'UE et l'Alba. Alors oui il n'y a pas intérêt, mais par contre il y a des Français qui sont très intéressés par l'Alba en plus de vous. Ce sont ces Français qui habitent dans les DOM-TOM et dans les Antilles parce que ce sont des gens qui payent l'essence à un prix encore plus fort et plus élevé qu'ici et qui voient qu'à quelques kilomètres, c'est-à-dire dans la région, qu'il y a des mécanismes comme l'Alba comme Pétrocarib qui permettent d'avoir de l'essence à un prix beaucoup plus réduit, à un prix solidaire. Alors toute cette population française des DOM-TOM qui vivent dans les Antilles, en Guadeloupe, en Martinique par exemple, voit que les choses se passent à deux pas de chez eux mais que c'est en même temps un autre monde parce qu'ils n'y ont pas accès. Alors il y a de fortes pressions par rapport à ce qu'ils voient vraiment à côté de chez eux. Eux Évidemment seraient très intéressés pour y participer mais bon cela ne dépend pas encore d'eux mais bon, peut-être qu'un jour ça arrivera.

Il faudrait expliquer le sucre par rapport à la monnaie Euro.

Laurent Brun

Donc, très rapidement la question de l'Alba qui se constitue. D'abord c'est un processus international où les relations se construisent au fur et à mesure. C'est aussi un processus qui s'appuie sur ce qui se construit dans les différents pays qui sont membres de l'Alba.

Et donc que la logique du Sucre, c'est est une logique qui se rapproche beaucoup de la monnaie commune. C'est-à-dire que pour échanger entre les différents pays sur les richesses de chaque pays, et cela a été rappelé, d'échanger dans la réciprocité, c'est-à-dire échanger sans qu'un pays profite par rapport à l'autre ou écrase les autres parce qu'il contrôle la monnaie. Cela n'affaiblit pas économiquement les pays qui en sont membres parce qu'ils n'ont pas besoin de passer par les devises étrangères, d'utiliser à la fois leurs stocks de devises étrangères, et du coup d'être dépendantes des banques centrales des pays étrangers.

Il y a un système d'échange de parité politique, c'est-à-dire que l'on détermine politiquement et non plus sur la base du marché ce que va valoir l'échange que l'on va mettre en place. Donc c'est le principe de la monnaie commune, enfin du système d'échange, puisque c'est comme cela que ça s'appelle : système unique d'échange.

Voilà ce qui peut être construit, c'est d'ailleurs un débat identique qu'on a aujourd'hui en Europe sur la question de la sortie de l'euro qui est une monnaie unique qui s'impose à tous et dont les parités sont déterminées par le marché. Donc on voit bien que certains pays auraient besoin d'une monnaie plus faible et d'autres auraient besoin d'une

Copyright © Le Vénissian

monnaie plus forte, que certains pays auraient besoin de taux d'intérêts modulés etc. en tout cas de contrôler leur politique économique. Et qu'aujourd'hui il n'y a une troïka qui contrôle les politiques économiques et qui ne répond pas aux besoins des différents pays puisque cela a été aussi évoqué par nos invités sur la question du bien vivre.

C'est-à-dire que la finalité de l'économie, ça doit quand même être la réponse aux besoins des populations si ce n'est pas ça à quoi servent les règles et le système. Donc au niveau de l'Europe le débat s'instaure sur la question monnaie unique et du remplacement éventuel par une monnaie commune.

Il y a une tribune d'un des membres des Économistes atterrés autour de cette question de logique de monnaie commune. Comment est-ce que on pourrait construire quelque chose de plus solidaire et par exemple avoir une monnaie de référence qui nous permet d'échanger entre nous sans que cette monnaie puisse être vendue publiquement, c'est-à-dire que les spéculateurs puissent l'acheter, l'utiliser pour rançonner les pays. Donc une monnaie qui puisse être une monnaie d'échange entre nous et donc contrôlée politiquement par les État, y compris, dont on détermine les parités entre nous, en estimant que pour des logiques de solidarité, pour des logiques de réponse aux besoins spécifiques des pays en lien avec leur industrie, en lien avec leur économie, on va déterminer qu'entre l'euro-franc et l'euro-lire et bien par exemple, la parité va évoluer dans un sens ou dans un autre, indépendamment des logiques de marché et de la capacité de chaque État à acheter ou vendre de la monnaie, en imprimer etc. C'est un débat que l'on peut avoir en France. Peut-être quelques interventions supplémentaires dans le débat encore une fois.

Enfin moi je ne pense pas que la question européenne se pose comme ça. La construction de l'UE est un consortium capitaliste qui a mis en oeuvre une coopération entre les capitalistes des pays d'Europe elle ne s'est jamais intéressés au bien-être des peuples, elle ne s'est jamais intéressée à l'économie solidaire, ce n'est pas juste un problème de monnaie. Il y aurait monnaie commune, ça ne change rien, à la base de l'UE économique telle qu'elle est aujourd'hui.

Moi j'aurais voulu que l'on approfondisse un petit peu justement le mode d'échange parce que, non seulement cela permet de passer au delà de ce qu'imposent les devises étrangères, particulièrement le dollar, donc de s'affranchir de la financiarisation économique impérialiste, mais aussi j'aurais aimé que l'on parle des échanges de biens qui sont des biens non matériels. Par exemple, j'avais cru comprendre qu'entre le Venezuela et Cuba il y avait des échanges qui étaient basés sur la très haute compétence de Cuba en matière médicale qui formait des médecins, des soignants vénézuéliens contre par exemple du pétrole. Donc, ça c'est la reconnaissance de la compétence des peuples et de l'expertise au niveau non matériel qui peut aussi être un bien de partage et donc qui ne rentre pas dans le PIB comme l'a dit le camarade bolivien au niveau de la comptabilité capitaliste, mais qui est évidemment un bien humain une valeur ajoutée énorme. Donc, c'est vrai que l'on aurait aimé avoir un peu des exemples concrets comme ça, sur une construction d'échanges, pas seulement niveau de bien qui ne sont plus seulement reconnus pour la valeur marchande capitaliste, mais en tant que valeur ajoutée au niveau des peuples.

Hector Michel Mujica

Copyright © Le Vénissian

Ca, c'est très important, vous voyez, au Venezuela, le problème c'était qu'il n'y avait pas un manque de médecins, mais que les médecins se trouvaient dans la région côtière. Et en principe on les trouvait toujours dans les secteurs privés de la médecine.

On ne trouvait pas de médecins vénézuéliens, la plupart, il est en avait qu'on appelé les rural. L'internat c'était à peine une année dans les écoles de médecine publique. Mais le reste du temps on en trouvait à la campagne, à la frontière des médecins vénézuéliens.

Nous avons échangé initialement de l'énergie contre la santé. En parlant de ces termes avec Cuba, c'était très bien, il y a aussi l'école de médecine latino-américaine, je crois que Cuba préparait des médecins vénézuéliens progressivement et le taux de médecins par habitant au Venezuela s'est élevé énormément, et vous retrouvez dans cette petite brochure les 50 vérités, il y a les chiffres. C'était très important. Pas seulement sur le plan quantitatif mais sur le plan qualitatif.

Et aujourd'hui nous avons des médecins vénézuéliens, de jeunes médecins vénézuéliens qui ont une autre vision du monde. Je me souviens qu'une fois j'étais en Algérie et ils étaient très contents des médecins cubains. Il y avait un médecin cubain, un grand médecin, spécialiste en diabète. Et il y a, comme un pansement, un médicament cubain qui permet de cicatriser très vite les blessures de quelqu'un qui a le diabète par ce qu'il y a une tendance chez les médecins, et surtout on s'est rendu compte en Algérie, que si quelqu'un avait une circulation mauvaise, en mauvaise état tout de suite on coupait la jambe. Cela se passe un peu partout. Avec ce médicament cela permet de cicatriser plus vite. Il y a des cas extrêmes où on pouvait sauver la jambe de beaucoup de patients.

Un jour en parlant avec ce médecin qui se trouve au Venezuela maintenant, il ne comprenait pas pourquoi, quelles étaient les raisons qu'un médecin doit demander de l'argent à un patient. Ce n'est pas possible. Et il y a eu une lutte féroce entre les cliniques privées et hôpitaux privés, si on n'a pas d'argent le patient sera renvoyé. C'est-à-dire que tous les serments d'Hippocrate qui dit que le médecin doit soigner dans n'importe quelles circonstances les patients, quand on met le rapport marchand capitaliste cela change tout. Et cela c'est très bien, la première expérience du médecin cubain, c'était en 1960 en pleine guerre d'Algérie, il y avait des combattants du FLN qui ont été soignés à Cuba, au commencement même de la révolution cubaine. Je crois que c'est très important parce qu'on trouve en Afrique des médecins un peu partout peu importe le régime politique. Ils vont soigner les patients. En Algérie par exemple, il y a un grand centre ophtalmologique à Djelfa. C'est un grand hôpital de luxe où il y a des médecins ophtalmologues cubains. Comme vous savez le problème du sable qui vient du désert, cela détruit à la longue les yeux. Et il y a un bon travail dans ce sens, c'est-à-dire il faut être solidaire n'importe où et avec n'importe qui, mais il faut être solidaire quand même. C'est important sur le plan de la santé.

Copyright © Le Vénissian

Donc on va être obligé d'accélérer un petit peu car nous avons ensuite le déroulement du programme, un hommage au président Chavez. Des questions très courtes.

Alors ma question est triple mais je vais essayer de la réduire. Premièrement c'est sur les rapports entre l'Alba et ses voisins, est-ce que l'arrivée en Colombie hors de l'Alba de Juan Manuel Santos à la place de Uribe a changé les rapports de la Colombie avec l'Alba, de très loin, c'est le sentiment que j'ai. Deuxième question concernant l'économie vénézuélienne, les pénuries et sabotages, je me suis laissé dire par des lectures diverses qu'il y avait un système pour les importations qui imposaient aux entreprises privées de passer par tout un système d'État pour obtenir les devises leur permettant d'importer. Je n'ai pas lu ça dans une presse très favorable à nos causes, mais c'est des choses qui circulent sur Internet et sur des sites information réputés. Donc Qu'en est-il de ce système est ce que ça marche comme ça et dans quelle mesure est-ce qu'un tel fonctionnement peut être facteur de problème, d'accroître ou non les problèmes de sabotage.

Hector Michel Mujica

C'est vrai, c'est un vrai problème, c'était le système dans le temps vénézuélien, n'oubliez pas, les normes à travers les rentes pétrolières ce n'est pas le meilleur rendement Mais je ne sais pas le chiffre, mais le secteur privé de l'économie produit 7 % de la rente du pays mais il prend presque 56 % de devises. C'est trop, et il arrive à la conclusion avec le secteur de contrôle parce qu'au Venezuela, il y a le contrôle de change, surtout à cause de la fuite des devises, après le coup d'état manqué d'avril 2002. C'est vrai, il faut le régler c'est un problème très complexe, très difficile mais il faut le régler quand même.

On est en train de prendre des mesures, il y a eu aussi des dirigeants du gouvernement vénézuélien qui aujourd'hui se trouvent en prison parce qu'il y avait de la complicité avec des entreprises privées et des acteurs de l'opposition, c'était un vrai problème. Il faut résoudre le problème. Nous somme conscients que c'est un vrai problème.

Et l'autre avec la Colombie, le gouvernement colombien, les projets politiques, ce ne sont pas les nôtres, mais grâce à Dieu, après l'arrivée au pouvoir du président Santos, nous avons commencé un dialogue. Il était très intéressé au dialogue parce que des échanges commerciaux entre le Venezuela et la Colombie de presque plus de 4 milliards de dollars.

Après le conflit entre Uribe et notre gouvernement, les échanges commerciaux ce sont réduits à 400 millions de dollars, c'est-à-dire le commerce colombien était très touché en ce sens et on a fait pressions en ce sens. Je crois que nous avons encore des problèmes à la frontière mais il y a des frontières, je ne sais pas comment on dit en France, des frontières vives où l'on peut passer de Strasbourg, comment s'appelle la ville allemande à côté, où l'on peut traverser à pied et il y a des parties de la frontière entre Venezuela et en Colombie où l'on passe entre : Tariba, Rubio, Táchira, Cúcuta en Colombie mais nous ne l'oublions, que le président Correa a parlé il y a deux jours à propos de ça.

Sous la tutelle des États-Unis, il y a ce que l'on appelle l'Alliance du pacifique, c'est pour faire obstacle au gouvernement de l'unité latino-américaine, faire obstacle au Mercosur parce qu'il y a un plein d'énergie de Mercosur avec l'Alba. Et dans l'Alliance pacifique il y a : Mexique, Colombie, Pérou, Chili, et derrière se trouvent les États-Unis. C'est un accord de libre-échange caché, l'Alliance du Pacifique. Et quand on parle des médias, de la presse, ou réseau Internet réputés, il faut faire attention. Même si c'est en pensant qu'ils disent la vérité, c'est très difficile, mais quand on parle de réputés.

Je me souviens il y a quelques années avant la mort du fondateur du Monde, c'était Hubert Beuve-Méry, il a dit qu'au commencement de l'escalier en bas se trouvaient les vautours qui voulaient prendre la salle de rédaction du Monde.

Copyright © Le Vénissian

Je ne sais pas ce qui s'est passé après sa mort parce que je ne me mêle pas les affaires internes en France, mais je crois que le Monde n'a rien à voir à ce qu'était le Monde il y a une vingtaine d'années. C'est pour cela que j'ai peur lorsque l'on parle de la presse réputée.

Je crois que c'est très intéressant en Amérique latine il y a la diversité, pas seulement l'expérience énorme et très utile de la Bolivie, il y a de la diversité d'opinions. Quand on vit en Europe, on se rend compte quand on lit la presse, les journaux, les livres, qu'il y a une pensée unique. Ceux qui dévient un petit peu, sont écartés du marché, et bien non, ce sont des bêtises. Et j'étais en Belgique à un moment donné, dans les années 70, si on parlait comme un Belge, en septante, il y avait une diversité d'opinions, il y avait la pensée de droite, la pensée de gauche, la pensée marxiste, la pensée libérale.

Et aujourd'hui c'est la pensée libérale qui n'est pas seulement la pensée dominante, c'est la seule pensée, que l'on trouve dans la circulation, la production des idées. Soit, dans la presse, dans les universités, dans les académies etc. Les seules qui sont médiatisées, c'est de cela que je me rends compte. Je suis sociologue, professeur d'université, je ne suis pas un diplomate de carrière, je suis un diplomate fait à la carrière et c'est différent. Cela n'a rien à voir avec l'Europe dont j'ai fait connaissance il y a une vingtaine d'années. C'est tout à fait différent, et c'est comme ça, comment la diversité d'opinions, la démocratie, comment peut-on faire pour aller la rescousse de ses valeurs qui sont fondamentales pour n'importe quelle société et démocratie, c'est important.

Merci de ces réponses nous allons être obligés d'arrêter là, pour dire quand même que si vous avez des questions sur l'Alba on aura aussi des moments de convivialité dans lesquels on pourra continuer à discuter. Je crois que ce qui est très important, c'est un système qui se base sur une logique que l'on connaît bien, de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins, ce qui est très éloigné de la manière dont se construit l'UE. Il y a quelqu'un qui le rappelait, je crois ce qui est important d'entendre aussi dans ce qui a été dit, c'est l'idée que il faut observer ce qui se passe en Amérique latine, il faut observer l'Alba mais qu'en même temps il ne faut pas le prendre comme un modèle. Nous avons à construire nous-mêmes notre propre indépendance, notre propre coopération, nos propres systèmes de solidarité. Et c'est aussi comme ça que l'on se renforcera mutuellement avec l'Amérique latine.

On salue l'arrivée de l'ambassadeur de Cuba. On va effectivement lui laisser le temps de souffler. Dans le déroulé de la journée nous allons prendre un moment quand même puisque, quand on parle de l'Amérique latine, le président Hugo Chavez a eu un impact extrêmement important, nous allons prendre un moment pour un hommage au président Chavez et puis ensuite on passera la parole à l'ambassadeur de Cuba.

Conclusion de la matinée

Je voulais remercier encore une fois tous nos invités. Nous avons énormément de questions. Nous avons la joie d'avoir nos amis et camarades de Fralib. Je ne sais pas si nos invités connaissent leur longue lutte, ils peuvent se lever. Je pense qu'ils ont des questions à poser à nos invités, y compris des questions très concrètes. Ils ont besoin d'organiser des échanges. Et bien évidemment, ils pourraient discuter avec nos amis chinois du marché du thé peut-être aussi nos amis d'Amérique latine. Donc malheureusement on ne peut pas poursuivre le débat. Nous aurons un long débat cet après-midi avec les camarades chinois. On a eu une première rencontre hier il nous faut du temps puisqu'il faut traduire avec M. Ma qui est le traducteur de nos deux autres intervenants. Mais cela demande du temps donc il faut que l'on arrête pour cette matinée. Je remercie Mme le maire qui vous invite à l'apéritif et ensuite donc nous aurons le repas qui sera installé avec les tables derrière le rideau. On recommencera cet après-midi à 14h. Et comme on a énormément de questions et de réponses de nos camarades chinois on va essayer de commencer l'heure à 14h. Et j'oubliais, excusez-moi, une chose, traditionnellement à 12h on fait une grande photo avec tous nos invités donc je vais demander à Walid Okaïs, notre camarade libanais, j'ai vu que Salah Hamouri était arrivé tout à l'heure. En tout cas s'il m'entend je lui propose de venir vers la tribune. Voilà on va faire une photo

Copyright © Le Vénissian

devant la tribune. Qui j'oublie ? Nos deux amies chanteuses il faut qu'elles viennent. Isabelle Despero, je ne la vois pas. Elle arrive. Voilà. Allez, on va faire la photo.

Copyright © Le Vénissian